

En 2016, d'après le Baromètre d'opinion de la DREES, 13 % des personnes se considèrent comme pauvres. Le sentiment d'une hausse, passée comme future, de la pauvreté et de l'exclusion est communément partagé.

Pour expliquer les situations de pauvreté et d'exclusion, les Français estiment, en premier lieu, qu'il n'y a plus assez de travail pour tous.

### Six Français sur dix estiment qu'ils sont à l'abri de la pauvreté

En 2016, selon le Baromètre d'opinion de la DREES (encadré), une personne sur quatre estime qu'elle peut devenir pauvre dans les cinq prochaines années, une proportion stable par rapport à l'année précédente (graphique 1). La part de la population qui se sent à l'abri de la pauvreté reste stable aussi par rapport à 2015 (autour de 60 %), tout comme la proportion de personnes qui se considèrent comme pauvres (13 %).

Ce sentiment de ne pas être exposé au risque de pauvreté varie très fortement selon le niveau de vie<sup>1</sup> : parmi les 20 % des ménages les plus aisés, plus de huit personnes sur dix se sentent protégées, contre seulement une personne sur trois parmi les 20 % des ménages les plus modestes. Parmi les actifs, un tiers des personnes occupant un emploi à temps complet estiment qu'elles peuvent basculer dans la pauvreté ou qu'elles sont déjà pauvres, contre 58 % des personnes en recherche d'emploi.

### Un sentiment de hausse de la pauvreté et de l'exclusion très répandu mais stable

Les Français ont, en majorité, le sentiment d'être à l'abri du risque de pauvreté, mais leur opinion sur l'évolution de la pauvreté et de l'exclusion reste très négative. Plus de neuf personnes sur dix pensent que la pauvreté et l'exclusion se sont renforcées au cours des cinq dernières années, soit un taux en hausse de 10 points de pourcentage depuis 2004 (graphique 2).

On constate toutefois que l'essentiel de cette hausse est concentrée entre 2004 et 2011 (+8 points), cette part étant restée plutôt stable ensuite.

La proportion de la population qui déclare que la hausse de la pauvreté et de l'exclusion va se poursuivre a progressé encore plus : elle est ainsi passée de 75 % en 2004 à 90 % en 2016.

### Une forte crainte vis-à-vis du chômage et un soutien marqué à une hausse des minima sociaux

La crainte de la pauvreté au sein de la société française s'accompagne d'une vive inquiétude vis-à-vis du chômage. En 2016, 45 % des personnes qui ne sont pas à la recherche d'un emploi redoutent qu'elles-mêmes ou un de leur proche soit au chômage à court terme.

Devant ces craintes sur la pauvreté et le risque de chômage, les Français sont majoritairement favorables à l'idée d'une hausse des minima sociaux. Six Français sur dix se prononcent ainsi en faveur de l'augmentation du revenu de solidarité active (RSA). Les montants des minima sociaux, qui garantissent des niveaux de revenu compris, en général, entre 500 et 800 euros par mois pour une personne seule<sup>2</sup>, restent inférieurs à ce que de nombreux Français estiment être le revenu mensuel minimum dont un individu doit disposer pour vivre. Plus des deux tiers d'entre eux le situent à un niveau au moins égal à 1 450 euros pour une personne seule. En moyenne, ce minimum vital est évalué à 1 610 euros.

1. Le niveau de vie s'entend ici défini comme le revenu déclaré par unité de consommation du ménage (valeur des unités de consommation tirées de l'échelle d'équivalence de l'OCDE modifiée).

2. Ces niveaux sont approximativement ceux du RSA et du minimum vieillesse.

## Selon les enquêtés, la pauvreté est surtout liée aux difficultés rencontrées sur le marché du travail

Deux tiers des Français expliquent que la pauvreté est liée au fait qu'« il n'y a plus assez de travail pour tout le monde » (graphique 3). Cette proportion a fortement augmenté à la suite de la crise, entre 2007 et 2014 (+18 points), alors que le chômage augmentait également pendant la même période<sup>3</sup>. Elle enregistre pourtant, depuis deux ans, une baisse importante (-8 points). Les personnes des catégories les moins aisées (faible niveau de vie, en recherche d'emploi), sont plus souvent de cet avis (tableau).

*A contrario*, l'idée que « si des personnes se trouvent en situation de pauvreté et d'exclusion, c'est parce qu'elles ne veulent pas travailler » a augmenté d'autant depuis 2013 ; en 2016, un Français sur deux partage cet avis. Cette opinion est uniformément répandue chez les actifs, y compris pour les personnes à la recherche d'un emploi. Enfin, une proportion similaire (53 % des Français) pense que la pauvreté touche les personnes de manière arbitraire : les personnes sont en situation de pauvreté et d'exclusion parce qu'« elles n'ont pas eu de chance ». Cette opinion, qui avait fortement augmenté entre 2007 et 2011 (+8 points, à 59 %

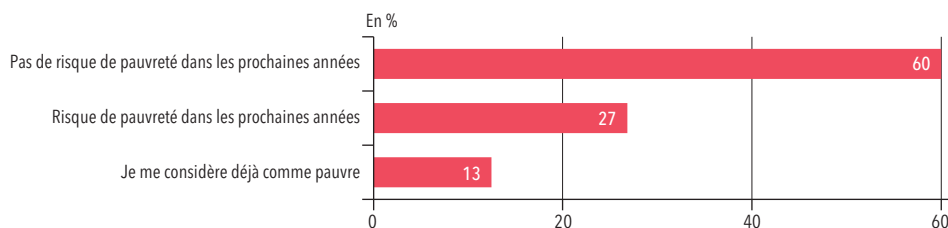
### Encadré Le Baromètre d'opinion de la DREES

Le Baromètre d'opinion de la DREES est une enquête de suivi de l'opinion en France métropolitaine sur la santé, la protection sociale (assurance maladie, retraite, famille, handicap-dépendance, pauvreté-exclusion), les inégalités et la cohésion sociale. Commandée par la DREES tous les ans depuis 2000 (sauf en 2003), elle est effectuée en face à face auprès d'un échantillon d'environ 3 000 personnes représentatives de la population habitant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus. L'échantillon est construit selon la méthode des quotas : par sexe, âge, profession de la personne de référence, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

#### Précautions d'interprétation des enquêtes d'opinion

Les réponses à une enquête d'opinion sont particulièrement sensibles à la formulation des questions et à leur place dans le questionnaire. Ces enquêtes permettent, néanmoins, des comparaisons entre catégories (selon le revenu, l'âge, etc.) et dans le temps. Elles peuvent notamment mettre en évidence l'évolution des réponses, au fil des années, lorsque la formulation des questions et l'organisation du questionnaire restent les mêmes. De telles variations donnent une information sur la manière dont les opinions évoluent dans le temps, selon la conjoncture, en fonction des actions politiques mises en œuvre et du débat médiatique. Toutefois, les petites variations (de l'ordre d'un ou deux points de pourcentage) peuvent ne refléter que des imperfections de mesure.

### Graphique 1 Perception de la situation personnelle vis-à-vis de la pauvreté, en 2016



**Note >** Question posée : « Et vous personnellement, pensez-vous qu'il y ait un risque que vous deveniez pauvre dans les cinq prochaines années ? ... Oui, plutôt/Non, plutôt pas/Je me considère déjà comme pauvre. »

**Lecture >** La proportion des personnes interrogées qui se considèrent comme pauvres est de 13 % en 2016.

**Champ >** Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

**Source >** Baromètre d'opinion de la DREES 2016.

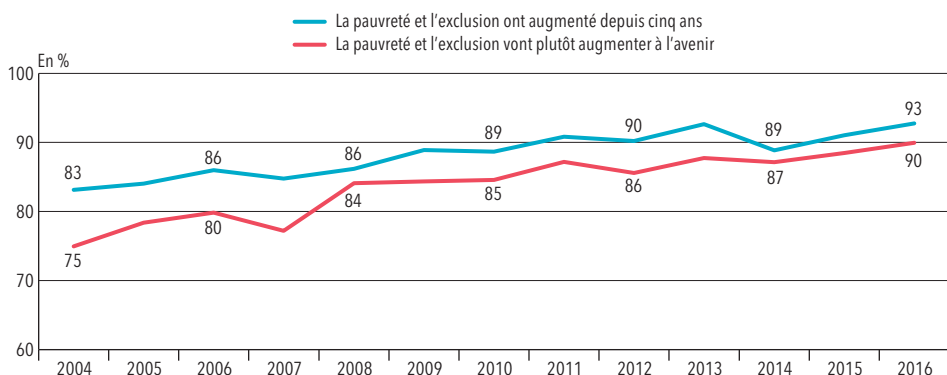
<sup>3</sup> Selon l'INSEE, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) en France métropolitaine est passé de 7,1 % en 2008 à 9,9 % en 2014.

d'opinions dans ce sens en 2011), est toutefois en recul depuis (-5 points, à 53 % d'opinions dans ce sens en 2016).

Au total, en 2016, la part des Français qui considèrent que « si des personnes sont en situation

de pauvreté et d'exclusion c'est parce qu'elles ne veulent pas travailler » est la plus élevée depuis 2004, et la proportion des personnes estimant qu'il n'y a plus assez de travail pour tout le monde revient à un niveau proche de celui de 2008. ■

### Graphique 2 Perception de l'évolution de la pauvreté et de l'exclusion, depuis 2004



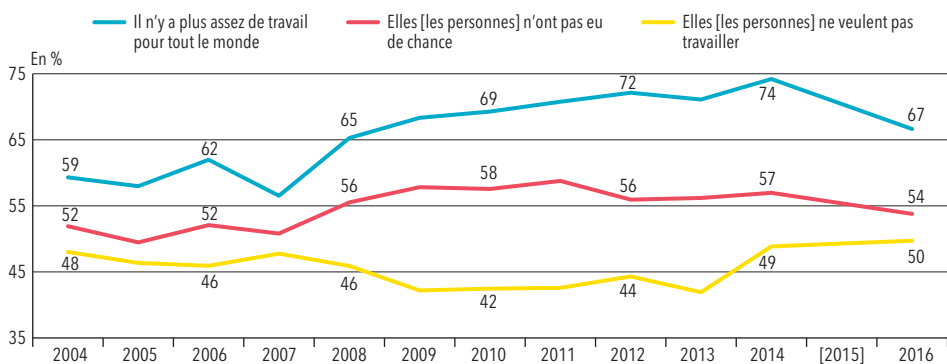
**Note >** Questions posées : « Selon vous, depuis cinq ans, la pauvreté et l'exclusion en France... ont diminué/ont augmenté/ (sont restées stables) ? » « Et à l'avenir, pensez-vous que la pauvreté et l'exclusion en France... vont plutôt augmenter/vont plutôt diminuer/(resteront stables) ? » Les modalités entre parenthèses ne sont pas proposées explicitement par les enquêteurs.

**Lecture >** La proportion des personnes interrogées qui estiment que « la pauvreté et l'exclusion vont plutôt augmenter à l'avenir » est passée de 75 % en 2004 à 90 % en 2016.

**Champ >** Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

**Source >** Baromètre d'opinion de la DREES 2004-2016.

### Graphique 3 Les raisons des situations de pauvreté et d'exclusion, depuis 2004



**Note >** Question posée : « Voici un certain nombre de raisons qui peuvent expliquer que des personnes se trouvent en situation de pauvreté et d'exclusion. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord. Si des personnes se trouvent en situation de pauvreté et d'exclusion, c'est parce que... il n'y a plus assez de travail pour tout le monde/elles n'ont pas eu de chance/elles ne veulent pas travailler ».

**Lecture >** En 2016, 67 % des personnes interrogées sont « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » avec le fait que des personnes sont en situation de pauvreté et d'exclusion car « il n'y a plus assez de travail pour tout le monde ».

**Champ >** Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

**Source >** Baromètre d'opinion de la DREES 2004-2016. Question non posée en 2015.

**Tableau** Le risque de pauvreté et les raisons des situations de pauvreté et d'exclusion, selon les caractéristiques des personnes en 2016

En %

	Risque de pauvreté ou se considère déjà pauvre	Certaines personnes sont en situation de pauvreté et d'exclusion car...		
		Il n'y a plus assez de travail pour tout le monde	Elles n'ont pas eu de chance	Elles ne veulent pas travailler
<b>Total</b>	<b>40</b>	<b>67</b>	<b>53</b>	<b>49</b>
<b>Quintile de niveau de vie</b>				
1 <sup>er</sup> quintile (moins aisés)	66	73	57	51
2 <sup>e</sup> quintile	55	69	56	55
3 <sup>e</sup> quintile	40	65	53	54
4 <sup>e</sup> quintile	26	64	49	49
5 <sup>e</sup> quintile (plus aisés)	18	61	50	41
<b>Statut professionnel</b>				
Temps plein	33	61	51	50
Temps partiel	49	65	56	48
Intermittent	41	67	55	42
Recherche d'emploi	58	73	51	51
Étudiant	38	62	52	35
Retraité	33	73	56	51
Aucune activité professionnelle	66	68	60	52
<b>Catégorie d'agglomération</b>				
Rural	36	65	55	52
Moins de 20 000 habitants	44	65	48	50
De 20 000 à 99 999 habitants	40	71	59	55
De 100 000 habitants ou plus	43	68	51	49
Agglomération parisienne	34	65	58	42

**Note** > Questions posées : « Et vous personnellement, pensez-vous qu'il y ait un risque que vous deveniez pauvre dans les cinq prochaines années ? ... Oui, plutôt/Non, plutôt pas/Je me considère déjà comme pauvre. » ; « Voici un certain nombre de raisons qui peuvent expliquer que des personnes se trouvent en situation de pauvreté et d'exclusion. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord. Si des personnes se trouvent en situation de pauvreté et d'exclusion, c'est parce que... il n'y a plus assez de travail pour tout le monde/elles n'ont pas eu de chance/elles ne veulent pas travailler ».

**Lecture** > En 2016, 40 % des personnes interrogées estiment qu'elles ont un risque de basculer dans la pauvreté ou qu'elles sont déjà pauvres. En 2016, 67 % des personnes interrogées sont « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » avec le fait que des personnes sont en situation de pauvreté et d'exclusion, car « il n'y a plus assez de travail pour tout le monde ».

**Champ** > Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

**Source** > Baromètre d'opinion de la DREES 2016.

### Pour en savoir plus

> **Bigot R., Daudey E. et Hoibian S.**, 2014, « En 2014, le soutien à l'État-Providence vacille », *Note de synthèse*, CREDOC, n° 11, septembre.

> **Perron-Bailly E.**, 2017, « Handicap, dépendance, pauvreté : les Français solidaires des plus vulnérables », *Études et Résultats*, DREES, n° 990, janvier.

> **Perron-Bailly E.**, 2015, « Le système de protection sociale vu par les Français : protecteur mais à réformer », *La protection sociale en France et en Europe en 2013 – édition 2015*, DREES.

> **Selz M. et Paugam S.**, 2005, « La perception de la pauvreté en Europe depuis le milieu des années 1970. Analyse des variations structurelles et conjoncturelles », *Économie et Statistique*, n° 383 - 1, p. 283-305.